



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

hôpitaux publics

Question au Gouvernement n° 1881

Texte de la question

## RÉDUCTION DES EMPLOIS DANS L'HÔPITAL PUBLIC

M. le président. La parole est à Mme Valérie Fourneyron, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Valérie Fourneyron. Ma question s'adresse à Mme la ministre de la santé et des sports.

Un sondage révélait il y a quelques jours que nos concitoyens étaient plus de 80 % à avoir confiance dans l'hôpital public. Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne sont pas inquiets quant à son avenir.

Pour la première fois depuis plus de dix ans, l'hôpital public se voit contraint de réduire le nombre de ses personnels et de supprimer 1 800 postes. C'est le résultat de la sacro-sainte rentabilité que votre gouvernement veut imposer à l'hôpital, au mépris de ses missions de service public.

Vous appliquez une logique gestionnaire et financière qui fait des ravages dans les établissements hospitaliers. Un rapport du Médiateur de la République révèle que le climat de travail est de plus en plus dégradé à l'hôpital. On ne compte plus le nombre de témoignages de médecins, d'infirmiers et d'aides-soignants se plaignant de ne plus avoir le temps d'écouter et d'accompagner leurs patients, et inversement.

Le stress et l'épuisement des personnels hospitaliers sont permanents : mobilisation trois week-ends de suite, jours de récupération qui sautent, doublement du nombre de patients à surveiller du jour au lendemain... En faisant de la masse salariale la variable d'ajustement de votre politique de santé publique, vous usez les personnels jusqu'à la corde et vous mettez les patients en danger. Dans tous les hôpitaux, malgré les efforts conséquents de réorganisation, c'est la même souffrance qui remonte.

Madame la ministre, il est temps d'inverser la vapeur et de remettre la sécurité et la qualité des soins prodigués aux patients au coeur de votre politique. Au lieu d'augmenter le forfait hospitalier, vous pourriez pour une fois écouter les propositions des socialistes et conforter de façon plus juste le service public hospitalier.

*(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à Mme Roselyne Bachelot-Narquin, ministre de la santé et des sports.

Mme Roselyne Bachelot-Narquin, *ministre de la santé et des sports*. Je sais, madame la députée, que vous présidez le conseil d'administration du CHU de Rouen ; votre question me donne l'occasion de rétablir un certain nombre de vérités.

Pour commencer, les moyens financiers consacrés à l'hôpital et à l'hôpital public sont en constante augmentation. (*" C'est faux ! " sur plusieurs bancs du groupe SRC.*) Cette année encore, deux milliards d'euros supplémentaires d'argent frais seront consacrés à l'hôpital public. Nous avons fait progresser l'objectif de dépenses d'assurance maladie consacrées à l'hôpital public beaucoup plus rapidement que la richesse nationale. Il n'y a pas de politique générale de réduction d'effectifs à l'hôpital public pour le million et plus d'agents qui y travaillent, bien au contraire. (*" C'est faux ! " sur plusieurs bancs des groupes SRC et GDR.*)

Certes, quelques hôpitaux peuvent pratiquer une politique ciblée avec une réorganisation de non-remplacement de certains agents qui partent à la retraite,...

M. Jean-Paul Lecoq. Et alors ?

Mme Roselyne Bachelot-Narquin, *ministre de la santé*. ...mais on ne saurait oublier que les deux tiers de nos établissements sont à l'équilibre et qu'ils pratiquent des politiques d'embauche. Or, de cela, on ne parle jamais ! Dans un contexte marqué, depuis le début des années 2000, par l'embauche de 100 000 agents

supplémentaires, dans un secteur profondément désorganisé par les 35 heures (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP*), l'hôpital a besoin d'argent frais et nous le lui donnons. L'hôpital a besoin de réorganisation, nous la lui donnons également. Il ne faut pas oublier que ces embauches concernent aussi toute la périphérie de l'hôpital.

M. Maxime Gremetz. Répondez à la question !

Mme Roselyne Bachelot-Narquin, *ministre de la santé*. Avec l'hospitalisation à domicile, la médicalisation du médico-social, l'hôpital est en train de changer. Notre but, madame Fourneyron, pour nous comme pour vous, est bien de garantir la sécurité et la qualité des soins. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Valérie Fourneyron](#)

**Circonscription :** Seine-Maritime (1<sup>re</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1881

**Rubrique :** Établissements de santé

**Ministère interrogé :** Santé et sports

**Ministère attributaire :** Santé et sports

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 20 janvier 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 20 janvier 2010